

# JOHN HURSH



enough

ENOUGH PROJECT

par JLB

“MIEUX CIBLER  
LES CACIQUES  
DU RÉGIME”

“BETTER  
TARGETING  
THE REGIME  
INSIDERS”



54 États : Pouvez-vous vous présenter ainsi que nous expliquer les activités d'Enough Project ?

**John Hursh (J. H.) :** Je travaille en tant qu'analyste politique chargé du Soudan au sein d'Enough Project. Enough Project est une entité qui a pour objectif de mettre fin au génocide et aux crimes contre l'humanité. Nous nous focalisons sur les conflits les plus meurtriers de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale, y compris ceux qui agitent le Soudan, le Soudan du Sud, la Centrafrique ou la RDC. Le fondateur d'Enough, John Prendergast a été en charge des affaires africaines du Conseil national de sécurité sous l'administration Clinton. Lui et Gayle Smith, qui a récemment été confirmée à la tête de l'*United States Agency of International Development (USAID)*, ont fondé Enough en 2007. Notre stratégie consiste à exercer une pression pécuniaire en coupant les moyens financiers essentiels aux criminels et « facilitateurs » de guerre pour mettre un terme aux conflits et rétablir la paix.



54 États: Can you please introduce yourself and the Enough Project?

**John Hursh (J. H.):** My name is John Hursh. I am a Policy Analyst at the Enough Project, where I focus on Sudan. The Enough Project is an organization dedicated to ending genocide and crimes against humanity. Enough focuses on the deadliest conflicts in East and Central Africa, including conflicts in Sudan, South Sudan, Central African Republic, and Democratic Republic of Congo. Enough's founder, John Prendergast served as Director of African Affairs for the National Security Council during the Clinton Administration. He and Gayle Smith, recently confirmed as the head of the United States Agency of International Development (USAID), established Enough in 2007. Enough's current strategy focuses on using financial pressure to end conflict and secure peace by cutting off the economic lifelines that perpetrators and conflict enablers use to fund their operations.

54 États : Diriez-vous que la levée de ces sanctions serait nécessaire ?

**J. H. :** Cela pourrait être une bonne chose mais les mesures et politiques du gouvernement soudanais annuleront certainement tous les effets positifs découlant d'une telle levée. Cependant, les sanctions américaines à l'encontre du Soudan sont désormais « dépassées ». Instauré en 1997, ce régime de sanctions globales ne présente plus depuis longtemps aucun intérêt pour les décideurs politiques américains et des experts. À bien des égards, il s'apparente peu aux sanctions ciblées et autres outils financiers développés par les experts gouvernementaux du *State and Treasury Departments* il y a environ une décennie. En ce sens, lever ou atténuer les sanctions existantes s'avèrerait quelque peu inapproprié par rapport aux bénéfices que procurerait une approche plus moderne. Cela permettrait un meilleur ciblage des membres du régime et des « facilitateurs » des conflits tout en allégeant le fardeau du peuple soudanais qui souffre déjà suffisamment de l'oppression du régime.

54 États: Would you say the lifting of these sanctions is a good or useful thing?

**J. H.:** We would say that the lifting of these sanctions could be a good thing, but the Sudanese government's actions and policies likely offset any positive gains that this lifting could have. Still, the current U.S. sanctions regime towards Sudan is outdated. Implemented in 1997, this comprehensive sanctions approach has long fallen out of favor with U.S. policymakers and sanctions experts. In many ways, this approach barely resembles the targeted sanctions and financial tools that government experts working at the State and Treasury Departments have developed in the last decade or so. In this sense, lifting or easing these sanctions is somewhat irrelevant compared to the benefits that a modernized sanctions approach would have on Sudan – both in terms of better targeting the regime insiders and conflict enablers as well as easing the burden on the Sudanese people already suffering under this oppressive regime.

“THE U.S. GOVERNMENT  
ALLOCATED NEARLY \$283 MILLION  
TO SUDAN IN FISCAL  
YEAR 2015/2016”



© US Dpt of State

**54 États : Selon vous, qui pâtit le plus de ces sanctions, le gouvernement ou la population ?**

**J. H. :** Les sanctions actuelles affectent autant le gouvernement du Soudan que le peuple soudanais ! Les sanctions touchent indubitablement le régime comme en témoignent sa politique étrangère et sa campagne médiatique en faveur de leur allègement ou de leur retrait. Au cours des dernières années, le régime a fait du retrait des sanctions la priorité de sa politique étrangère, usant de différentes voies pour imputer les déboires économiques du pays aux sanctions plutôt qu'aux politiques gouvernementales malavisées. Néanmoins, les caciques du régime auront su exploiter les lacunes et les techniques de lutte contre l'embargo afin de saper son effet coercitif, que ce soit en « délocalisant » leur argent ou en établissant des liens avec des banques leur permettant de placer leurs gains mal acquis dans le système financier international.

Cela contraste violemment avec ce que vivent les Soudanais qui ne peuvent généralement pas se soustraire aux effets des sanctions. Il me semble aussi important de se souligner que le gouvernement soudanais a mis sur pied l'une des économies les moins efficaces et les plus corrompues de la planète. *Transparency International* a classé le Soudan au 4<sup>e</sup> rang des pays les plus corrompus au monde en 2015 dans son *Corruption Perceptions Index* tandis que près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, tel que défini par la Banque mondiale. Cette partie des Soudanais ressent certainement les effets macroéconomiques des sanctions, lesquels sont significativement, sinon entièrement, éclipsés par les agissements violents du régime et sa mauvaise gestion économique. Ce ne sont pas les sanctions qui ont poussé le régime à déplacer de millions de personnes ou à consacrer près de 70 % de son budget actuel à des dépenses militaires ou liées à la sécurité, alors même que les secteurs de la Santé, de l'Enseignement ou des Infrastructures sont largement sous-développés. Ce sont ces actions, entreprises par le régime, qui se répercutent négativement sur la population.



Georges Clooney and John Prendergast, Enough's founder

**54 États : Pensez-vous que l'embargo constitue un bon moyen de pression vis-à-vis des autorités soudanaises ?**

**J. H. :** Le moyen de pression le plus efficace à utiliser face au régime serait la mise en œuvre d'une approche moderne combinant des sanctions ciblées et sectorielles, lesquelles exerceraient une pression sur les mauvais acteurs du régime et les « facilitateurs » de conflits qui aident les personnes et entités à se soustraire aux sanctions. Une telle approche peut forcer le régime à devenir moins belliqueux. Le programme de sanctions contre l'Iran, élaboré par le *State and Treasury Departments* et appliqué entre 2010 et 2013, en est la meilleure illustration. La pression économique subséquente a incité le gouvernement iranien à venir à la table des négociations, ce qui a finalement donné lieu à un accord sur la fin du programme d'armes nucléaires. Comme le Soudan, l'Iran a été soumis à un régime exhaustif de sanctions, et dans une large mesure, en ressent encore les conséquences. Le gouvernement américain a promis d'alléger ces sanctions en contrepartie du changement d'attitude des autorités iraniennes. Une approche similaire pourrait pousser les dirigeants soudanais à enfin mettre un terme aux conflits armés internes qui ravagent le pays et à ouvrir la voie à un processus de paix inclusif et crédible.

**54 États: Would you say the sanctions have a real impact on the government itself or on the people?**

**J. H.:** The current sanctions impact both the government of Sudan and the Sudanese people. The sanctions undoubtedly affect the regime, as evidenced by their foreign policy and media push to ease or remove the sanctions. Over the past year, the regime has made sanctions removal its primary foreign policy objective, utilizing a variety of creative ways that blame the country's economic woes on sanctions rather than on the government's misguided policies. However, regime insiders have used loopholes and sanction-busting techniques to undermine the coercive effect of sanctions, such as offshoring their money and finding correspondent banks that allow them to place their ill-gotten gains in the international financial system. In stark contrast, the Sudanese people generally cannot evade the effects of the sanctions. It is also important to remember that Sudan's government has allowed for the creation of one of the least efficient and most corrupt economies in the world. *Transparency International* ranked Sudan the fourth most corrupt country in the world in its 2015 *Corruption Perceptions Index* and nearly half of the Sudanese population lives below the international poverty line, as defined by the World Bank. This part of the Sudanese population certainly feels the overarching macroeconomic effects of the sanctions, but these effects are significantly if not entirely overshadowed by the violent acts of the regime and its economic mismanagement. For example, sanctions did not cause the regime to displace millions of its own people or to allocate perhaps as much as 70 percent of the current state budget towards military and security spending, while also massively underdeveloping its health, education, and infrastructure sectors. These actions, undertaken by the regime, create the real

negative impacts on the Sudanese people.

negative impacts on the Sudanese people.

**54 États: Do you think an embargo is a good way of pressuring Sudanese authorities or not?**

**J. H.:** The more effective way to pressure the regime is a modernized approach to sanctions that uses a variety of targeted and sectoral sanctions to create pressure on the bad actors within the regime, as well as the conflict enablers that help these individuals and entities evade sanctions. This approach can create pressure that compels the regime to behave less belligerently. Here, the best example is probably the Iranian sanctions program that the U.S. Department of Treasury developed and applied between 2010 and 2013. This creative program created the economic pressure that ultimately drove the Iranian government to the negotiating table and eventually led to its agreement to its nuclear weapons program. Like Sudan, Iran faced, and to a large extent still faces, a comprehensive sanctions regime, but the U.S. government pledged to ease key parts of these sanctions provided the Iranian leadership changed its behavior. A similar approach could force the Sudanese leadership finally to end the internal armed conflicts that have ravaged the country and set it on a path towards an inclusive and credible peace process.



**“LES EFFETS DE L'EMBARGO SONT ÉCLIPSÉS PAR LES AGISSEMENTS VIOLENTS DU RÉGIME.”**

**54 États : Diriez-vous que la levée des sanctions sur les nouvelles technologies a amélioré la vie quotidienne des Soudanais ?**

**J. H. :** Il est difficile de dire si cette levée s'est traduite par une amélioration de la vie quotidienne des Soudanais. Nous espérons que tel a été le cas mais les actions du régime minimisent les éventuelles avancées positives induites. De manière générale, le refus du gouvernement soudanais de publier des informations économiques fiables ou la transmission d'informations partielles induisant parfois en erreur les politiciens, les décideurs politiques, les officiels et les chercheurs compliquent l'évaluation de l'effet des sanctions.

**54 États : Toutefois, un an après la levée de ces sanctions, qu'est-ce qui a pu changer dans la vie quotidienne ?**

**J. H. :** Peu de choses, malheureusement. Ainsi, l'an passé, le gouvernement a remporté des élections fortement décriées que beaucoup ont jugées comme étant non libres et non équitables. Ajoutez à cela, le lancement d'un Dialogue national boycotté par la véritable opposition du fait de leurs inquiétudes quant à la crédibilité et légitimité du processus. Parallèlement, le gouvernement continue de priver les civils d'une aide humanitaire fournie sous forme de vivres et d'équipements dont ils ont désespérément besoin alors même qu'ils poursuivent ses bombardements à l'aveugle dans le Kordofan du Sud et le Nil blanc. De la même manière, la campagne militaire du gouvernement menée dans le centre du Darfour en janvier 2016 a engendré le déplacement de plus de 100 000 personnes et a donné lieu à de nombreuses allégations d'assassinats, de viols et de pillages. Sur le plan économique, le régime dépense des sommes astronomiques dans l'armée et la sécurité, alors même que les autorités refusent tout commerce transfrontalier avec le Soudan du Sud. Dans ce contexte, tout bénéfice qui pourrait découler de la levée des sanctions est détruit par les décisions militaires et économiques du régime.

**54 États: Would you say the lifting of technology sanctions have improved the daily life for Sudanese people?**

**J. H.:** It is hard to say whether easing this particular aspect of the overall sanctions regime has improved the daily lives of the Sudanese. We are hopeful that it has, but the regime's actions likely undermine any positive gains that this lifting could have had. In general, it is difficult to measure the effect of sanctions, as well as their lifting, because the Sudanese government refuses to publish relevant economic information or provides partial information sometimes in a manner that misleads policy-makers, officials, and researchers.

**54 États: One year after, what has changed in daily life, regarding the lifting of these sanctions?**

**J. H.:** Unfortunately, the answer again is probably very little. In the last year, we have seen the government win an election criticized by many for not being free and fair and beginning a national dialogue process that all meaningful opposition refused to participate in due to their concerns over the credibility and legitimacy of this process. At the same time, the regime continues to deny humanitarian assistance to civilians in desperate need of food and supplies, while maintaining an indiscriminate bombing campaign throughout South Kordofan and Blue Nile. Likewise, the government's January 2016 military campaign in Central Darfour has displaced more than 100,000 people and led to numerous allegations of murder, rape, and looting. Economically, the regime massively overspends on military and security, while refusing to allow trade through its border with South Sudan. In this context, the regime's military and economic decisions swallow up any small gains that lifting these sanctions could have brought.

**54 États :** D'après vous, pourquoi les États-Unis ont-ils décidé de lever ces sanctions spécifiques et pas d'autres ?

**J. H. :** Le gouvernement des États-Unis n'a eu de cesse de réitérer son soutien au peuple soudanais, et ce en dépit de sa position très critique, à juste titre, envers le régime. Ainsi l'Agence des États-Unis pour le développement international (*United States Agency for International Development* : USAID) reste le plus grand donateur en terme de projets humanitaire et de développement au Soudan. Entre le Département d'État américain et l'USAID, le gouvernement américain a alloué au Soudan près de 283 millions de dollars au cours de l'exercice 2015-2016. Nous pensons que le gouvernement américain est disposé à lever ou alléger certaines sanctions qui affectent négativement la vie de la population, à condition toutefois que cette décision ne permette pas au régime soudanais de davantage exploiter les lacunes ou contourner les sanctions. Cette levée spécifique est une preuve du volontarisme du gouvernement américain et coïncide avec des mesures similaires prises envers l'Iran et Cuba, deux pays où une opposition très forte a finalement cédé à la pression américaine. Ce qui a abouti à la conduite sérieuse de discussions diplomatiques et d'un dialogue politique. Nous espérons obtenir un résultat similaire avec le gouvernement soudanais, tout en restant convaincu que le gouvernement américain continuera à soutenir son peuple.

**54 États:** Why, according to you, has the U.S. decided to lift these specific sanctions and not others?

**J. H.:** The U.S. government has consistently reiterated its support of the Sudanese people, despite its rightfully critical position towards the regime. For example, USAID remains the largest donor for development and humanitarian projects within Sudan. Between the U.S. State Department and USAID, the U.S. government allocated nearly \$283 million to Sudan in fiscal year 2015-2016. We think that the U.S. government is ready and willing to ease or lift the sanctions that negatively impact the lives of the Sudanese people, provided these acts do not also allow the regime to further exploit loopholes and engage in sanctions evasion. This lifting further demonstrates this willingness and coincides with similar U.S. government action taken towards Iran and Cuba, two instances where hardened opposition eventually gave in to U.S. pressure and engaged in meaningful diplomatic discussion and political dialogue. We are hopeful for a similar outcome with the Sudanese government, while also remaining confident that the United States government will continue to support the people of Sudan.



© Enough Project

“TO US,  
THE PRIORITY  
SHOULD NOT BE  
ON LIFTING  
SANCTIONS.”

Page 36 sur 101

**54 États :** Si les sanctions devaient être allégées, quels secteurs devraient prioritairement en bénéficier ?

**J. H. :** Pour nous, la priorité ne devrait pas être de lever les sanctions mais plutôt de les renforcer à l'égard des élites politiques, militaires et celles issues du secteur de la sécurité qui profitent de la corruption et de la violence nourries depuis plus de 25 ans par un pouvoir autoritaire et violent. En revanche, le gouvernement américain devrait immédiatement se préoccuper des préjudices que les sanctions actuelles occasionnent en ce qui concerne les secteurs humanitaire et médical mais également les activités universitaires et les échanges interpersonnels. Les États-Unis peuvent prendre des mesures pour permettre aux citoyens soudanais de se procurer des biens et services issus de ces secteurs. À mon avis, la meilleure approche en ce qui concerne les sanctions américaines imposées au Soudan combinerait un durcissement des sanctions à l'encontre des élites et entités, tel que le *National Intelligence and Security Services*, tout en allégeant la pression exercée sur le peuple soudanais. ■

**54 États:** Is the lifting giving you hope for the next lifting of sanctions applied on other sectors? What would be the priority, according to you?

**J. H.:** To us, the priority should not be on lifting sanctions. The priority should be on tightening sanctions on the political, military, and security elites within the regime that benefit from the corruption and violence that the regime has fostered over its more than 25 years of violent and authoritarian rule. At the same time, the U.S. government should work immediately to address how the existing sanctions harm the medical sector and humanitarian efforts, as well as people-to-people and academic activities. There are steps that the U.S. government can take to make it easier for the Sudanese people to obtain goods and services related to these activities. I think that this combination of tightening sanctions on regime elites and entities such as the National Intelligence and Security Services, while also easing the pressure on the Sudanese people is the best way for the U.S. government to improve its current sanctions approach towards Sudan. ■